



**RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE ET AUTRES ACTIVITÉS
LIÉES AUX MESURES SPS ORGANISÉES RÉCEMMENT OU PROCHAINEMENT
PAR LE CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (ITC)
(OCTOBRE 2013-MARS 2014)**

La communication ci-après, reçue le 25 mars 2014, est distribuée à la demande de l'ITC.

Le Centre du commerce international (ITC) poursuit ses efforts pour aider les entreprises à respecter les prescriptions techniques. Des renseignements actualisés sur les projets présentant un intérêt particulier pour le Comité SPS sont communiqués ci-après.

1 PROJETS

1.1 Cadre intégré renforcé (CIR) – Compétitivité des secteurs et diversification des exportations en Gambie (2012-2015)

1.1. Ce projet porte sur les obstacles techniques qui entravent l'accès aux marchés des exportations gambiennes d'arachides, de noix de cajou et de sésame. Les dernières activités réalisées en date et en cours sont les suivantes:

- a. mise en œuvre du système HACCP: l'assistance pour le renforcement de la sécurité sanitaire des arachides, des noix de cajou et du sésame par la mise en œuvre du système HACCP¹ a débuté en janvier 2014. Un atelier de sensibilisation d'une journée destiné à de nombreuses parties prenantes, et un atelier de quatre jours sur le système HACCP et la documentation destiné à des entreprises et des formateurs/conseillers sélectionnés ont été organisés en janvier. Un programme complet de l'ITC sur le système HACCP, comportant des cours théoriques et pratiques, se poursuivra jusqu'en février 2015 afin d'assurer un encadrement à cinq formateurs/conseillers sélectionnés et à sept entreprises;
- b. élaboration et application de règlements techniques: en février 2014, un atelier a été organisé à l'intention des représentants d'organismes de réglementation pour les sensibiliser à l'élaboration et à l'application de règlements techniques sur la base d'un guide élaboré conjointement par l'ITC et le PTB;
- c. capacité d'analyse des aflatoxines: une mission d'un technicien de laboratoire international est prévue les 6-11 avril 2014 afin d'assurer le bon fonctionnement d'un appareil moderne et polyvalent de chromatographie liquide haute performance (CLHP) pour l'analyse des aflatoxines, et de préparer la formation sur place du personnel;
- d. les dix premières normes nationales ont été finalisées et publiées; elles sont pour la plupart des normes internationales (Codex et ISO) adoptées; et
- e. une soixantaine d'écoles paysannes de terrain ont été établies et sont en activité dans les trois secteurs.

¹ Analyse des risques et maîtrise des points critiques.

1.2 STDF/PG/172: "Augmentation des exportations nigériennes de graines de sésame et de noix/beurre de karité grâce au renforcement des capacités SPS dans le secteur privé et le secteur public"

1.2. Le Conseil nigérien de promotion des exportations (NEPC) est l'organisme chargé de la mise en œuvre du projet 172 du STDF, sous la supervision de l'ITC.

- a. le projet a créé et équipé huit sites de transformation (quatre pour les noix de karité et quatre pour les graines de sésame) dans huit États en vue d'améliorer la conformité du beurre de karité et des graines de sésame avec les mesures SPS. Quatre de ces sites ont été confiés aux coopératives locales;
- b. le NEPC a nommé un nouveau gestionnaire national de projet en octobre 2013;
- c. gestion des sites: le NEPC a choisi les investisseurs susceptibles de s'associer aux coopératives pour gérer les sites de transformation. Le cabinet d'avocats Sidley apporte son soutien bénévole à l'élaboration d'un cadre pour la gestion des sites. Un juriste s'est rendu en mission au Nigéria en février pour rencontrer les parties prenantes concernées et rédiger un protocole d'accord sur la gestion des sites. Le protocole d'accord est en cours de finalisation;
- d. l'harmonisation et la finalisation des études et rapports se poursuivent avec l'appui d'un consultant international.² Ces documents constitueront le module opérationnel des sites de transformation pour les pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires tout au long de la chaîne;
- e. le NEPC et l'ITC ont présenté au Secrétariat du STDF un rapport d'activité semestriel (août 2013-janvier 2014); et
- f. un atelier final sur le projet, avec la participation de représentants de l'ITC et, éventuellement, du STDF est prévu pour avril-mai 2014.

1.3 STDF/PG/354: "Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes sri-lankais"

1.3. Ce projet a pour objectif d'analyser les contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, de renforcer la capacité des parties prenantes des secteurs public et privé de se conformer aux prescriptions SPS internationales et d'améliorer la coopération entre les secteurs public et privé. Sa mise en œuvre est assurée par l'ITC en étroite coordination au niveau national avec la Chambre de commerce de Ceylan (mars 2013-février 2015). Les principales activités menées depuis octobre 2013 sont les suivantes:

- a. un programme intensif de formation des formateurs à l'intention de deux divisions du Département de l'agriculture: le Bureau de la quarantaine végétale et la Division de la vulgarisation. Au total, 145 fonctionnaires ont participé aux activités de formation suivantes:
 - i. formation de 10 jours pour agents de quarantaine végétale, suivie par 20 participants venus de l'Organisation nationale de protection phytosanitaire, les 30 octobre-8 novembre 2013 à Negembo, concernant les normes phytosanitaires internationales et de l'UE, la surveillance des ravageurs de végétaux, les traitements phytosanitaires, et l'analyse des risques phytosanitaires fondée sur les méthodes de la CIPV;
 - ii. 2 séances de formation de 5 jours pour 50 agents de quarantaine végétale sur le terrain, les 28 janvier-1^{er} février et les 2-6 février 2014, assurées par les 8 meilleurs

² Modèle prévisionnel simple concernant la formation de moisissures et la production d'aflatoxines dans les chaînes de production nigériennes de sésame et de noix/beurre de karité, établissement d'un plan HACCP, système de traçabilité, et guide destiné aux fermiers pour une production de karité et de sésame de qualité au Nigéria.

agents de quarantaine végétale chevronnés, sous la direction d'un spécialiste international des questions phytosanitaires;

- iii. formation de 11 jours pour 28 maîtres formateurs de la Division de la vulgarisation, les 4-15 décembre 2013 à Kandy, concernant la gestion sur le terrain des ravageurs et des maladies, les bonnes pratiques agricoles, les normes phytosanitaires et de sécurité sanitaire, la manutention après récolte, la commercialisation, la gestion d'entreprise et les finances, les méthodes de formation et de vulgarisation, et les visites sur le terrain;
 - iv. 2 séances de formation en parallèle de 10 jours pour 47 formateurs de terrain, les 10-21 février à Kandy, assurées par les 6 meilleurs participants choisis par les maîtres formateurs. Les meilleurs formateurs de terrain et les maîtres formateurs formeront 150 agents de vulgarisation sur le terrain et donc 400 agriculteurs;
- b. mise à jour de la liste de ravageurs réglementés établie initialement par une équipe désignée de trois agents de quarantaine végétale (un phytopathologiste principal, un entomologiste principal et un malherbologiste principal);
 - c. atelier de 2 jours sur les prescriptions SPS et les prescriptions de l'UE applicables aux fruits et légumes organisé à l'intention d'environ 70 inspecteurs et exportateurs de produits alimentaires et pharmaceutiques, et autres parties prenantes concernées, 13-14 mars 2014;
 - d. création d'une plate-forme pour un partenariat public-privé: une série de réunions avec les exportateurs et le Département de l'agriculture pour des échanges de vues sur les questions SPS faisant obstacle aux exportations (par exemple l'absence d'installations de traitement à l'eau chaude) et la recherche de solutions à cet égard;
 - e. deuxième réunion du comité directeur du projet, 12 mars 2014;
 - f. actualisation (en cours) du site Web <http://www.spssrilanka.lk/>; et
 - g. établissement (en cours) d'une cartographie d'agents de vulgarisation, d'agriculteurs et d'exportateurs en vue de liens en amont.

1.4. Le projet STDF 354 figure dans le rapport annuel 2013 de l'ITC.

1.4 STDF PG 242: Élaboration d'une stratégie SPS, Comores

1.5. En tant qu'organisme chargé de la mise en œuvre du projet, l'ITC a été mandaté par le PNUD pour organiser et animer un atelier sur les questions SPS destiné aux institutions d'appui au commerce, qui devait se tenir en mai 2014.

1.5 Fidji – "Amélioration des principaux services à l'agriculture"

1.6. Ce programme de l'UE, financé par le Programme indicatif pluriannuel sur les mesures d'accompagnement en faveur de l'industrie sucrière (AAP2011) et mis en œuvre par l'ITC et le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (SPC), vise à améliorer les principaux services au secteur agricole non sucrier pour améliorer et consolider les systèmes d'exploitation agricole aux Fidji, le but ultime étant de générer des revenus en optant pour d'autres moyens de subsistance afin de réduire la pauvreté.

1.7. Le volet relatif à la sécurité sanitaire des produits alimentaires est actuellement axé sur i) le renforcement des capacités des entreprises et des formateurs/conseillers locaux pour assurer le respect des prescriptions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et donner des conseils en la matière (Loi des Fidji sur les produits alimentaires, système HACCP, bonnes pratiques agricoles – BPA); ii) l'établissement d'un système d'enregistrement pour les formateurs et les services de conseil et de formation dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, dans le cadre du système d'enregistrement national; et iii) l'amélioration de l'hygiène dans les marchés.

- Neuf formateurs/conseillers et neuf entreprises participent à la formation et au mentorat. Les troisième et quatrième missions du consultant international en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires ont eu lieu les 14-29 octobre 2013 et les 3-26 février 2014. Une formation théorique supplémentaire sur les compétences en matière de vérification interne et de formation, ainsi qu'une formation pratique ont été dispensées aux entreprises pour la mise en œuvre du système HACCP et des BPA, et les formateurs/conseillers ont bénéficié d'une formation. Six entreprises ont fait l'objet d'un audit, des rapports sur les lacunes ont été établis et des recommandations formulées en vue de remédier à l'absence de conformité.
- Un atelier de sensibilisation à l'hygiène alimentaire et à la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui a eu lieu au marché de Lautoka le 19 février 2014 a été bien accueilli par 70 vendeurs, inspecteurs, administrateurs et préposés au nettoyage.
- Les délégués locaux de l'UE ont effectué une visite de suivi dans deux entreprises participantes le 5 mars 2014.

1.8. La sélection d'autres entreprises pour la mise en œuvre du système HACCP avec l'appui des formateurs/conseillers est en cours.

1.6 Programme de développement du commerce et du secteur privé, Zimbabwe

1.9. Ce programme est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'ITC. Il comprend un volet concernant le renforcement des capacités des laboratoires d'essai de l'Association zimbabwéenne de normalisation (SAZ) pour la détection de résidus de pesticides ainsi que d'autres analyses de produits alimentaires. Il a été lancé en février de cette année.

2 AUTRES PROJETS, PUBLICATIONS OU INTERVENTIONS DE L'ITC PRÉSENTANT UN INTÉRÊT PARTICULIER

2.1 Séminaire de formation – Incidence du système commercial multilatéral sur les activités commerciales en Russie; 7-11 avril 2014, ITC, Genève

2.1. Le cours de formation organisé par l'ITC à l'intention de représentants des milieux d'affaires et de fonctionnaires russes a été conçu comme une introduction au système commercial multilatéral et aux règles commerciales de l'OMC. Il permet d'acquérir des connaissances de base et pratiques sur le système commercial multilatéral et les réglementations qui y sont liées, ainsi que sur les procédures de règlement des différends commerciaux internationaux.

2.2. Un représentant de la Division de l'agriculture et des produits de base de l'OMC a fait un exposé sur l'"Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires" (SPS) le 9 avril 2014.

2.2 Projet "Commerce au service du développement durable" (T4SD)

2.3. Le nombre des normes de durabilité volontaires qui portent sur des questions relatives à la qualité de l'environnement, à l'équité sociale et aux pratiques commerciales s'est accru de manière exponentielle ces dix dernières années. Pour les petites et moyennes entreprises (PME), il est difficile de rester informé des normes et de répondre aux exigences de durabilité des acheteurs. Pour y remédier, une nouvelle version de Standards Map a été lancée en février 2014. Standards Map 2.0 (<http://www.standardsmap.org/>) permet aux utilisateurs de mettre en regard les normes volontaires pour les comparer, et de produire des rapports personnalisés que leur entreprise peut utiliser pour prendre des décisions plus éclairées sur la certification et la participation à des activités de production et de commerce durables.

2.4. Les institutions d'appui au commerce, les petites et moyennes entreprises, les exportateurs, les responsables de l'élaboration des politiques, les producteurs et les chercheurs peuvent utiliser Standards Map 2.0 pour trouver des renseignements actualisés sur plus de 130 normes appliquées dans 80 secteurs et 180 pays, ainsi que sur leurs prescriptions et leur champ d'application.

2.5. L'utilisateur peut aussi obtenir des résumés pour chaque norme, ainsi que des renseignements sur les coûts, le champ d'application, l'assurance, la procédure à suivre pour participer à une initiative, et d'autres points. Il y trouve aussi des tableaux et des graphiques

montrant le lien entre une norme et différents sujets sensibles: l'environnement, la société, l'économie, la qualité et l'éthique.

2.6. À la fin de l'analyse, l'utilisateur peut produire un rapport personnalisé de diagnostic sur la durabilité, qui servira de feuille de route de l'entreprise pour une production et des échanges durables.

2.7. L'ITC, avec l'appui d'HIVOS, d'IDH, du SECO, de l'Association 4C et d'UTZ Certified, met actuellement au point SustainabilityXchange, la première plate-forme communautaire interactive axée sur la création de chaînes d'approvisionnement durables. SustainabilityXchange offrira cinq services sur un même site:

- pages jaunes: services de spécialistes;
- base documentaire: matériel de formation pertinent concernant les chaînes d'approvisionnement durables;
- communauté de pratiques: échanges de données d'expérience, formulation de questions et participation à des discussions;
- calendrier des événements: promotion des activités et des ateliers de formation;
- nouvelles: informations les plus récentes sur les chaînes d'approvisionnement durables.

2.8. SustainabilityXchange sera lancé le 21 mai 2014 lors de la conférence annuelle de l'Alliance ISEAL, à Londres.

2.9. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à Joseph Wozniak, Directeur du programme (wozniak@intracen.org).

2.3 Programme sur les mesures non tarifaires

2.10. Ce programme vise à accroître la transparence et à améliorer la compréhension des mesures non tarifaires afin de faciliter le commerce à long terme. Il aide les pays à mieux comprendre les obstacles non tarifaires au commerce auxquels sont confrontées leurs entreprises ainsi qu'à définir des stratégies et solutions qui répondent aux besoins de leurs exportateurs pour accélérer et faciliter les échanges transfrontières. Ce programme est mis en œuvre avec l'étroite collaboration des ministères, organismes de promotion des exportations, instituts de recherche, associations professionnelles et experts locaux dans chaque pays.

2.11. L'ITC a déjà mené des enquêtes à grande échelle auprès des entreprises sur les mesures non tarifaires et les obstacles au commerce dans 23 pays en développement du monde entier et souhaite accroître le nombre de pays couverts dans les années à venir. Des rapports par pays sur les mesures non tarifaires sont actuellement disponibles et peuvent être consultés à l'adresse: <http://www.intracen.org/publicationlist.aspx?taxid=2314>.

2.12. Le prochain atelier national des parties prenantes sur les mesures non tarifaires se tiendra en Tanzanie le 21 mai 2014. Il vise à réunir plus de 50 participants des secteurs public et privé tanzaniens. Les résultats d'une enquête de l'ITC sur les mesures non tarifaires en Tanzanie seront examinés lors de ce dialogue entre le secteur public et le secteur privé. Les objectifs principaux de l'atelier des parties prenantes sont de valider les résultats de l'enquête et d'élaborer des recommandations techniques, des possibilités d'action et des solutions pratiques pour les problèmes signalés par le secteur privé. Les résultats de l'atelier seront utilisés pour finaliser un rapport détaillé sur la Tanzanie.

2.13. Pour en savoir plus sur le projet relatif aux mesures non tarifaires, veuillez adresser un courriel à ntm@intracen.org.

2.4 50^{ème} anniversaire de l'ITC

2.14. À l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'ITC, un certain nombre d'activités et d'initiatives auront lieu pour mieux faire connaître à son principal public cible le rôle de l'ITC dans l'assistance technique liée au commerce et amplifier ses messages. (<http://www.intracen.org/>).

Pour de plus amples renseignements:

Ludovica Ghizzoni, Conseillère en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Tél.: +(41 22) 730 06 38 – Fax: +(41 22) 730 05 76 – Courriel: ghizzoni@intracen.org

Khemraj Ramful, Conseiller principal en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Tél.: +(41 22) 730 04 87 – Fax: +(41 22) 730 05 76 – Courriel: ramful@intracen.org

Site Web: <http://www.intracen.org/exporters/quality-management/>

Courriel: quality@intracen.org

Twitter: @QualityatITC
